



L'interview « *exclusive* », ci-après, est extraite de la « *Revue de la Présidence* » n° 009 de juillet 2015 (couverture ci-dessus), éditée par la Direction de la communication de la Présidence de Madagascar. Au moment où le parti présidentiel Hvm avait assuré qu'il obtiendrait, coûte que coûte et par tous les moyens, 1.000 mairies dans toute la Grande île.

« *Projets structurants* », « *actions structurantes* », « *marge de travail à faire* », « *inclusion à terme des populations vulnérables d'aujourd'hui à la croissance économique de demain* », « *veille prudentielle* », « *concession pour une exploitation optimale d'un patrimoine de l'Etat* », « *difficultés internes* ». En fait, toute cette belle phraséologie n'est que théorie pure. Car leur concrétisation effective -et encore- repose uniquement sur l'argent venu d'ailleurs. Mais une fois le pactole en mains, et les pourcentages fantômes « *in his pocket* », comment compte-t-il procéder durant les deux ans et quelques mois qu'il lui reste, constitutionnellement parlant? Une autre paire de manches...

Pour l'heure, au placard l'Etat de droit, la démocratie, les droits de l'homme. Hery Rajaonarimampianina veut démontrer sa volonté d'ouvrir sa patrie à tous les vents financiers possibles, et après lui le déluge. **Il en a perdu toute notion de redevabilité envers son peuple qui lui a prêté le pouvoir pour un temps déterminé**. La moindre des choses aurait été une traduction en langue malagasy. Et stupeur, même de ma part. En effet, c'est dans cette

« *interview* »

que j'apprends -et apprends à l'opinion publique par la même occasion- que

« *l'extension du port de Toamasina, bien avancée après le passage des hommes d'affaires japonais, est un projet de plusieurs centaines de millions de dollars* »

.

En malgache cela donne:

« *Mandroso dia mandroso ny fanitarana ny seranan-tsambon'i Toamasina, taorian'ny fandalovana mpandraharaha japoney. Rafitr'asa mitentina aman'arivony tapitrisa dôlara izy io* »

. Drôle d'

« *élan patriotique* »

de sa part...

Et c'est vraiment sans aucune fibre patriotique qu'il annonce que la venue d'hommes d'affaires étrangers « *est bien la preuve que nos atouts intéressent le monde entier et qu'il nous revient de créer les conditions afin que cet intérêt se transforme en décisions, en engagements financiers pour développer notre économie et créer le mieux-être auquel toute la population aspire après des décennies de tâtonnements et de dégradation* »

. Au lieu d'utiliser les atouts malgaches -richesses minières surtout- pour en faire une base de contrats de partenariat gagnant-gagnant réels (par exemple en payant la construction d'une usine avec l'or du pays), lui l'expert-comptable parvenu au pouvoir suprême, il a décidé de permettre à tout le monde de faire commerce de ce métal précieux! Quant au génie, au savoir-faire malgaches, c'est comme s'ils n'existaient pas avec Hery Rajaonarimampianina qui tend à faire comprendre qu'à part lui, tous les Malgaches ne sont bons que pour les zones franches et l'affairisme de bas étage.

« *Esprit industrie* »

? Comme l'a si bien dit un ami asiatique à ce sujet:

« *la différence entre l'Asie et l'Afrique*

(y compris Madagascar)

***est simple. En Asie, nous on a rien mais on produit tout alors que vous, vous avez tout mais vous ne produisez rien* »**

Mais où diable sont passées les belles promesses de son discours d'investiture du 25 janvier 2014? Près de deux ans après, il feint de ne pas réaliser que nous sommes déjà en plein dans la prochaine « *crise cyclique* » et que le compteur sera encore remis à zéro. Jusqu'à ce que Madagascar soit dirigé par un vrai patriote, conscient que les atouts du pays sont des... atouts qu'il ne faut pas brader au nom d'un quelconque développement qui n'aboutira jamais avec ce

genre de démarche. Mais c'est bien pour ça que les bailleurs de fonds donneront à Hery Vaovao qui acceptera toutes les conditionnalités possibles et imaginables, quitte, après, à les renier. Le reniement et le non respect de la parole donnée étant devenus sa marque de fabrique présidentielle personnelle. Mais à malin, malin et demi car la Grande île doit rester une nation néo-colonisée, pauvre d'esprit et intentionnellement vulnérable... D'où déjà le déblocage prochain d'une aide budgétaire de 10 millions d'euros annoncé par le nouveau ambassadeur de France (

«

Reny malala

»

), Véronique Vouland Aneini. Y en a qui ne seront pas contents ? Ben, la vérité blesse toujours, les gars!

Enfin, il est bon de rappeler que lors de son histoire de « *séquelles profondes d'une crise qui a duré cinq années* », Hery

Rajaonarimampianina a été un élément de premier plan, en tant que ministre des Finances et du Budget qui a pu faire tourner le pays sans l'aide des bailleurs de fonds qui avaient suspendu leurs appuis dès décembre 2008. Mais la Banque mondiale a quand même félicité le régime de transition pour sa bonne gestion financière. A vous d'en tirer vos conclusions sur ce ministre devenu président...

Ci-après, donc, un document pour les poubelles de l'Histoire politiquement phraséologique malgache d'un individu qui n'ambitionne plus que d'être président à perpétuité. Mais c'est une autre histoire... tragique.

Jeannot Ramambazafy – 13 septembre 2015



INTERVIEW EXCLUSIVE DU PRESIDENT HERY RAJAONARIMAMPIANINA

LA RÉALITÉ DU POUVOIR

Il faut nous situer par rapport à un long passé vécu ensemble. Pour ne prendre que les années après l'indépendance, nous n'avons pas toujours connu des alternances démocratiques. Certaines ont même été chaotiques. Et dans tous les domaines, le compteur a été remis à zéro. Ce qui n'a pas facilité la tâche des nouveaux dirigeants avec les difficultés et les retards accumulés sur les plans politique, économique et culturel. Nous avons perdu les repères essentiels, les valeurs qui fondent l'art de vivre ensemble dans la société.

Comment je le vis? Je le vis avec beaucoup de philosophie. J'ai toujours dit qu'il faut trouver les causes des différentes difficultés que le pays a vécues jusqu'aujourd'hui, les causes de ces différentes crises cycliques pour pouvoir en apporter les solutions idoines. Je dirai que la principale solution c'est de pouvoir instaurer la paix sociale et la stabilité, car c'est la base de toute action politique ou économique.

Je le vis avec beaucoup d'ardeur parce qu'il faut travailler fort sur tous les fronts. D'une part les mentalités ont évolué et de l'autre la jeunesse veut prendre en main sa destinée. Elle est consciente des problèmes du pays et veut le faire sortir de ce cercle vicieux de la misère qui nous a trop longtemps étranglés.

LE FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS : UN MESSAGE CLAIR POUR TOUS

Toute la classe politique doit tirer les conclusions de cette faible participation de la population.

C'est un message très fort de désaffection, de lassitude. Mais cela peut être lu aussi comme un message signifiant qu'il faut changer les comportements, les stratégies, qu'il faut maintenant s'intéresser plus aux intérêts de la population, des jeunes, vers les intérêts de la majorité au lieu de s'enliser dans des débats stériles au niveau des intérêts partisans, des partis politiques.

C'est un message fort qui dit aussi qu'il y a une marge de travail à faire.

Je pense qu'on a tous bien noté cela.

APPORTER DES SOLUTIONS STRUCTURANTES, PARER AUX URGENCES, ET VEILLER À L'ÉQUITÉ

Après tant d'années d'attente et d'aggravation des conditions d'existence, il est tout à fait logique, compréhensible que la population s'impatiente. La tentation est grande de croire en des miracles. Si miracle il peut y avoir, il viendra de nous tous, de notre conviction qu'en regroupant toutes nos énergies vers un objectif commun nous pouvons nous en sortir. C'est notre patriotisme qui créera le miracle.

Face aux conséquences cumulées des crises qui ont émaillé notre histoire politique, la pression sur les dirigeants était telle qu'ils se sont plutôt focalisés sur les actions à court terme. **Aujourd'hui je suis foncièrement convaincu qu'il faut aller vers des actions structurantes, et toute ma politique est basée sur cette vision structurante des activités**

que ce soit sur le plan économique social, ou culturel aussi. Par exemple : on sait très bien que la décentralisation n'a jamais été réalisée telle qu'on l'aurait souhaitée.

Je dis qu'il faut une décentralisation économique, parce que c'est ce qui va amener les emplois dans les régions. C'est ce qui va développer les régions, le pays, et cela s'inscrit dans le cadre d'une stratégie tout au moins à moyen sinon à long terme.

Pour autant, la situation des populations les plus vulnérables n'est pas oubliée. **Avec nos partenaires techniques et financiers**

nous avons mis en place un filet de sécurité sociale avec des innovations du concept. Il s'agit désormais non seulement d'améliorer le revenu des ménages mais d'y associer ces contributions à la santé et à la scolarisation des enfants, à l'aménagement de l'environnement productif en milieu rural. L'idée maîtresse c'est l'inclusion à terme des populations vulnérables d'aujourd'hui à la croissance économique de demain.

COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES ÉLUS LOCAUX ET L'ÉTAT

Il s'agit vraiment d'une complémentarité dans le cadre de la stratégie, de la politique nationale de développement. Comme je le disais, **il faut une décentralisation économique, évidemment accompagnée par une décentralisation administrative**

Cette décentralisation économique signifie tout simplement que le développement doit prendre racine à partir de la base, c'est-à-dire dans les communes.

Il est important d'associer les représentants de cette base dans l'œuvre de développement.

Nous avons franchi une étape parce que maintenant cette base a ses élus qui doivent prendre en main, et très rapidement, la gestion des communes. C'est à eux de mobiliser les forces vives de leurs circonscriptions.

C'est à eux d'identifier les projets de développement de leurs communes. De mobiliser la population, les jeunes, et d'entrer en contact avec l'administration centrale, pour discuter de ces projets, pour rendre ces projets concrets, pour créer des emplois, des centres de santé, des écoles.

UNE MAJORITÉ POUR LE PROGRAMME PRÉSIDENTIEL

Je voudrai d'abord préciser que je n'ai jamais parlé de dissolution de l'Assemblée Nationale, malgré les procédures qui ont été entreprises à mon encontre.

Je suis convaincu qu'il faut privilégier le dialogue dans l'intérêt national, et bien évidemment il faut rechercher cette majorité pour aller vers la stabilité.

J'ai fait le pari, la promesse avec la population pendant la campagne électorale, lors de mon investiture, dans tous mes déplacements. Ce pari qui a été concrétisé dans le cadre de la Politique Générale de l'Etat et la Plan National de Développement. Il est très important de souligner que l'Assemblée Nationale à travers les députés, a adhéré à ces programmes présentés par le Gouvernement. C'est autour de ce programme, des principes, des valeurs et des objectifs, que doit se construire la majorité. C'est le gage de la stabilité politique dans son ensemble, entre les institutions en particulier.

LE SECTEUR PRIVÉ ET LES COMMUNES

Le secteur privé est la cheville ouvrière du développement. C'est lui qui va investir, créer des emplois, dans les différentes régions de Madagascar.

La déconcentration et la décentralisation économique vont se faire avec le secteur privé et de concert avec l'administration décentralisée. Il faut une cohérence des actions par rapport à la politique de l'Etat, par rapport à l'environnement des affaires que l'Etat doit mettre en place, et par rapport aux intérêts des populations vivant dans les communes.

LES PROJETS STRUCTURANTS ET LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DES RÉGIONS

Les projets structurants existent déjà dans certaines régions. Cela a un rapport avec la convergence de facteurs favorables préexistants dans ces régions. **Je crois que ce qui est important aujourd'hui c'est de développer d'abord les secteurs**

Prenons l'exemple de la région du Bas-Mangoky. On met en place un grenier à riz parce que les conditions climatiques, les infrastructures de production sont présentes pour faciliter cette mise en place. Mais il y a aussi d'autres régions où l'on peut développer l'agriculture.

Je pense par exemple à la région de l'Alaotra, de Marovoay, je pense aussi à la région de l'Androy où il y a des bassins de culture importants et qui sont à développer. Il est question d'agriculture aussi dans le cadre du PIC II, on va développer toute la production agricole qui se situe dans l'axe de la RN6 à partir d'Ambanja jusqu'à Diego. On va développer les cultures qu'on appelait communément autrefois les cultures de rente, le café, le cacao, dans ces régions.

Des projets structurant existent dans différents secteurs, au niveau du tourisme, au niveau minier qu'il faudrait privilégier. Les projets d'adduction d'eau qui sont aussi structurants. Par exemple pour la ville d'Antsiranana où les infrastructures datent de 40 ans ou plus, ou encore à Toliary. Dans tous ces projets, l'accompagnement au niveau du management est vital. Mais bien évidemment, tout ne se résume pas à l'économie. **Avec nos partenaires comme l'Union Européenne ou la Banque Mondiale, nous recrutons et formons les enseignants, nous les assistons sur le plan logistique pour avoir une formation et une éducation de qualité**. Là nous touchons à ce que nous avons de plus précieux, la jeunesse qui va bénéficier de ces projets structurants.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET AMALGAMES À ÉVITER

Lorsqu'on est dans une dynamique, dans une dialectique de changement, il y a toujours des résistances, des réactions. En premier lieu, il faut garder à l'esprit l'importance des enjeux du changement pour la population. J'ai évoqué la perte des repères et des valeurs, conséquences des années chaotiques, qui aboutissent souvent au mélange des genres.

Aux différents syndicats, j'ai exprimé la nécessité de bien séparer les revendications purement syndicales, légitimes, du dérapage vers des motivations plutôt politiciennes, qui les mettent en porte à faux par rapport à l'intérêt général, et met en péril des pans vitaux de notre économie.

Je suis en charge du pays et de l'intérêt supérieur de la Nation. Mais je suis un homme de dialogue et ce que je préconise à toutes les parties prenantes c'est le dialogue, les échanges pour aboutir à des solutions qui ne sacrifient ni la stabilité politique ni l'intérêt de la population

LE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ SOULÈVE DES QUESTIONNEMENTS

Ce sont nos difficultés internes, notre coupure pendant des années par rapport à l'évolution des systèmes de développement dans le monde, qui expliquent en partie les questionnements face au PPP. Le Partenariat Public Privé ne date pas d'hier, les autoroutes dans les pays développés, les grands aéroports, les ports, les grandes infrastructures ont été généralement réalisés sur la base d'un PPP. Et cela n'a jamais remis en question la souveraineté de ces pays ni la souveraineté de l'Etat, même si le rôle et l'engagement du Privé a été peut-être beaucoup plus important que celui de l'Etat. Le PPP pour l'Aéroport d'Ivato est aujourd'hui le plus connu de ce type de projets en PPP. On pourrait très bien le démultiplier dans différents domaines,

dans l'énergie par exemple, ou dans le domaine de la santé même.

Je comprends parfaitement que cela soulève des questionnements et cela nous oblige à mettre en place une veille prudentielle et surtout de mieux expliquer à la population les tenants et aboutissants du PPP afin de la rassurer.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, UNE TRANSITION STRATÉGIQUE

Le secteur de l'énergie pénalise notre économie, pénalise notre industrie et pénalise tout simplement la population parce que moins de 10% de nos compatriotes sont pourvus d'électricité. L'électricité n'est pas vulgarisée à Madagascar, et le coût de cette électricité est trop chère aussi bien pour le citoyen malgache que pour l'industrie malgache. Cela pénalise notre compétitivité par rapport à l'International.

Nous devons basculer progressivement vers le développement des énergies renouvelables, et nous disposons des atouts naturels pour cela. Les cours d'eau, le soleil, le vent, les marées sont autant de sources d'énergies renouvelables dont nous disposons à profusion. Sur le long terme ce sont des énergies moins coûteuses que l'énergie thermique d'aujourd'hui, sans parler de l'épuisement prévisible des ressources fossiles. Mais il faut des investissements lourds pour y parvenir, et l'Etat seul ne pourra pas y faire face. A preuve, le dernier investissement que Madagascar ait réalisé dans un barrage hydroélectrique date d'il y a trente ans. Là encore, nous avons besoin d'investisseurs privés.

Lorsqu'on parle de l'intervention de Symbion, il s'agit d'une concession pour une exploitation optimale d'un patrimoine de l'Etat, et non d'une privatisation. La Jirama aussi a une concession de la part de l'Etat qui vient d'ailleurs d'être renouvelée.

Il ne faut pas confondre les concepts, au risque d'embrouiller l'opinion publique

DANS DEUX MOIS LA CONFÉRENCE DES BAILLEURS DE FONDS

J'affirme que les relations avec les bailleurs de fonds sont en bon ordre. L'impression de lenteur de la part de l'opinion est compréhensible, vu l'urgence des attentes.

Mais la préparation des projets et de leurs financements demande du temps. Elle dépend aussi de l'environnement politique et c'est la raison pour laquelle la stabilité politique constitue une grande part de notre sens des responsabilités dans nos relations internationales, en termes d'appuis financiers et d'investissements en particulier. La qualité de nos relations avec les partenaires techniques et financiers traditionnels influe de manière décisive sur les décisions des investisseurs privés d'envergure de venir entreprendre chez nous ou pas. Or, les investisseurs privés internationaux sont appelés à s'engager dans des pans essentiels de notre développement vu le fantastique potentiel dont nous disposons et l'importance des investissements à réaliser. **La stabilité, les investisseurs nationaux en ont aussi besoin de stabilité pour s'engager. Le résultat de la conférence des bailleurs de fonds est donc un signal fort qu'attendent les investisseurs et c'est en cela que réside l'importance de cette conférence à laquelle nous nous préparons**

LES SIGNES PRÉCURSEURS

L'extension du port de Toamasina, bien avancée après le passage des hommes d'affaires japonais, est un projet de plusieurs centaines de millions de dollars.

L'extension va impacter les activités du port, créer des emplois, créer une synergie économique parce qu'on aura besoin d'énergie, de routes pour aller livrer les marchandises à exporter, pour réceptionner aussi les matériels, les produits venant de l'extérieur en fonction de nos besoins.

Symbion qui est très vite entré en action faisait partie de la délégation lourde d'hommes d'affaires américains venus chez nous il y a quelques mois seulement.

D'autres délégations sont venues s'enquérir des possibilités d'investissement. Elles sont venues autant d'Europe que d'Asie. C'est bien la preuve que nos atouts intéressent le monde entier et qu'il nous revient de créer les conditions afin que cet intérêt se transforme en décision, en engagements financiers pour développer notre économie et créer le mieux-être auquel toute la population aspire après des décennies de tâtonnements et de dégradation.

PATRIOTISME, ÉCONOMIQUE, INITIATIVES DES HOMMES D'AFFAIRES NATIONAUX

C'est à Toamasina que j'ai entamé la série de rencontres avec les forces vives des régions pour souligner l'importance de leur engagement dans le redressement économique du pays. C'est cela, à mon avis, le patriotisme économique. Il faut développer l'esprit « industriel », dans l'agriculture, dans les mines, le tourisme, on parle d'industrie touristique à juste titre.

Dans les différents domaines de la vie économique, cette initiative venant de la part des acteurs nationaux est nécessaire. Elle n'est pas en contradiction avec l'appel aux investisseurs internationaux.

UN ÉLAN PATRIOTIQUE À L'ÉCHELLE NATIONALE

Nous avons avancé pendant un an et demi avec les séquelles profondes d'une crise qui a duré cinq années. Ces séquelles ont marqué toutes les facettes de la vie administrative, économique, politique, culturelle. Pour résorber ces séquelles et jeter les bases d'une autre vision de notre société, chacun a sa part de responsabilité et d'action. **A**

mon niveau et celui des dirigeants, la restauration de l'autorité de l'Etat est primordiale car la crise a dénaturé son rôle, perturbé la prise de responsabilité de ses représentants dans les régions

. Je fais appel à un élan de patriotisme à l'échelle nationale.

C'est ce dont nous avons besoin, et tout cela sur la base d'une stabilité et d'une paix sociales qui sont l'œuvre de tout un chacun./.

Hery Rajaonarimampianina

Président de la République de Madagascar